Pour l'immense majorité de la population, les conditions de vie et de travail deviennent de plus en plus dures. Les fermetures d'usines et les licenciements se multiplient, le chômage et la précarité explosent. Les services publics se dégradent, notamment dans la santé et l'éducation. L'accès au logement est toujours plus difficile. La pauvreté fait des ravages.

Ouvrier dans l'automobile, je partage vos difficultés, vos inquiétudes, vos luttes, vos espoirs. Comme la majorité d'entre vous, je suis salarié et je vis de mon travail. À la différence des professionnels de la politique, je suis l'un d'entre vous. Je suis convaincu que c'est par notre action collective que nous pouvons défendre nos intérêts et changer le cours des choses. Dans mon entreprise, c'est la mobilisation des salariés eux-mêmes qui a permis de sauvegarder le site et les emplois.

La crise ne tombe pas du ciel. Elle a mûri pendant des années durant lesquelles la droite et la gauche ont mené une politique dictée par les banques et les grands groupes industriels au détriment de toute la société. Pendant ce temps, rien que pour les entreprises du CAC 40, quarante milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires.

Cette politique d'austérité conduit à la récession et à la régression sociale.

Après avoir étranglé la Grèce, Sarkozy et ses alliés veulent imposer à tous les peuples d'Europe leur «règle d'or » de l'austérité. Leur objectif est de sauver les profits des banques qui spéculent contre les États.

Ces classes dirigeantes, par leurs choix politiques, menacent l'équilibre écologique, comme l'ont rappelé la catastrophe nucléaire de Fukushima et les famines qui se développent en Afrique.

Ce sont ces dirigeants qui engloutissent des milliards dans la guerre en Afghanistan, l'intervention en Libye ou le maintien de l'armée française en Afrique.

Sarkozy a le culot de demander aux électeurs de le reconduire au pouvoir et, dans le même temps, il annonce de nouvelles attaques comme sa TVA prétendument « sociale » et des mesures pour permettre des baisses de salaires.

Lui-même et son gouvernement multiplient les déclarations réactionnaires, en particulier contre les immigrés, pour diviser les victimes de leur politique et récupérer les voix du Front national. Ils renforcent ainsi Marine Le Pen, sa démagogie et ses mensonges. L'extrême droite, c'est un poison mortel contre la population et les plus exploités, un poison au service des puissants. Français et immigrés, nous avons les mêmes intérêts.

Il y a urgence à dégager Sarkozy et toute sa bande. Mais sans faire confiance à François Hollande qui ne propose rien d'autre qu'une politique d'austérité, en changeant l'emballage, suivant ainsi l'exemple des socialistes grecs et espagnols.

La crise n'est pas une fatalité. Pour nous protéger de ses conséquences dramatiques, en sortir, il ne peut pas y avoir de demi-mesures, il est indispensable d'imposer une autre répartition des richesses et de remettre en cause la toute-puissance des capitalistes sur l'économie. C'est ce programme que défend le Nouveau Parti Anticapitaliste, avec vous dans les luttes comme à l'occasion des élections.

Nous défendons un bouclier social:

augmenter les salaires de 300 euros net, pas un revenu inférieur à 1700 euros.

interdire les licenciements, réduire la semaine de travail à 32 heures sans perte de salaire pour partager le travail entre toutes et tous.

créer un million d'emplois pour renforcer et développer les services publics afin de répondre aux besoins essentiels de la population : la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, le logement, les transports...

le retour à une retraite pleine et entière à 60 ans, 55 ans pour les travaux pénibles, au bout de 37,5 annuités pour tous, du privé ou du public.

Pour financer ces mesures, nous voulons mettre en place une fiscalité anticapitaliste et arrêter de payer la dette.

Depuis trente ans, les gouvernements de droite et de gauche ont organisé un transfert de richesses des salariés vers les grands patrons et les actionnaires. C'est cette politique fiscale qui est à l'origine de la dette. Nous voulons faire l'inverse.

Arrêtons de payer la dette publique qui coûte chaque année 160 milliards d'euros, dont 50 milliards pour les seuls intérêts. Nous proposons d'organiser un audit, une grande enquête publique sous le contrôle de la population, en vue de l'annulation de cette dette, cette rente assurée par l'État aux riches.

Le taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés doit être porté à 50% comme il l'était il y a une trentaine d'années, ce qui rapporterait plus de 50 milliards d'euros.

L'ensemble des dispositifs destinés à alléger les impôts des plus riches coûte près de 150 milliards, des privilèges à supprimer immédiatement. Le minimum, ce serait aussi de créer une nouvelle tranche haute d'imposition à 100% au-delà de 20 fois le SMIC. Il leur restera de quoi vivre!

Pour en finir avec la dictature de la finance, nous proposons la création d'un service public bancaire unique,

en réquisitionnant les banques, en les unifiant dans un monopole public de crédit sous le contrôle de l'État et de la population. C'est ainsi que le crédit pourra être utilisé pour des projets utiles à la collectivité.

L'énergie est un bien commun, sortons du nucléaire et organisons un service public de l'énergie.

La course au productivisme gaspille les ressources de la planète comme si elles étaient illimitées. Le résultat, ce sont les gaz à effet de serre, les déchets nucléaires, une agriculture en crise, et des catastrophes nucléaires comme au Japon il y a un an. Produire pour satisfaire les besoins humains sans saccager notre cadre de vie et la nature est incompatible avec la course au profit.

Il y a urgence à sortir du nucléaire. C'est possible en dix ans en développant les énergies renouvelables, en favorisant la recherche et en maîtrisant la consommation par une planification énergétique.

EDF, GDF-Suez, Areva augmentent sans cesse nos factures d'électricité et de gaz. Ces entreprises doivent être réquisitionnées pour construire un grand service public de l'énergie contrôlé par les salariés du secteur et les usagers.

La mise en œuvre de ces mesures ne pourra venir que d'un gouvernement qui refuse la soumission aux banques et aux grands patrons, en s'appuyant sur les mobilisations et le contrôle de la population.

Il faut en finir avec la dictature des marchés. Nous voulons pouvoir décider de notre avenir, de celui de la société. Comme l'exigent les Indignés de l'État espagnol:

Nous voulons une démocratie réelle maintenant!

L'autoritarisme et la répression policière, les politiques de stigmatisation et le racisme divisent les opprimés, tous ceux qui subissent la crise. À l'opposé, il est nécessaire de retisser des liens de solidarité, de faire vivre la démocratie localement, dans les quartiers populaires, de redonner vie aux services publics, et surtout créer plus d'emplois, offrir à la jeunesse un avenir.

Nous voulons une véritable égalité entre hommes et femmes, une loi contre les violences faites aux femmes et que soit assuré le droit à l'avortement. Nous proposons des mesures pour garantir l'égalité réelle, quels que soient le genre ou l'orientation sexuelle.

Donnons à la jeunesse une place dans la société grâce à une allocation d'autonomie pour étudier, se former et rechercher un premier emploi.

Régularisons tous les sans-papiers, défendons la liberté d'installation et donnons le droit de vote à tous les résidents, étrangers ou pas, à toutes les élections.

☑ Défendons le droit à l'autodétermination pour tous les peuples, à former leur propre État, à commencer par les Palestiniens. Ce principe s'applique également dans les départements et collectivités d'outre-mer et en Corse.

Les aspirations à une société juste, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, ne connaissent pas les frontières. Elles sont au cœur des révolutions qui bouleversent le monde arabe. Elles sont au cœur des luttes des peuples européens, en particulier celles du peuple grec.

À l'opposé de la construction européenne actuelle, battons-nous ensemble pour une Europe solidaire et démocratique, une Europe des travailleurs et des peuples.

- **VOUS VOULEZ DÉGAGER SARKOZY ET LA DROITE**
- ▶ VOUS REJETEZ L'EXTRÊME DROITE DE LE PEN
- ▶ VOUS NE FAITES PAS CONFIANCE À HOLLANDE
- ▶ VOUS VOULEZ ENCOURAGER LA CONVERGENCE DE TOUTES LES RÉSISTANCES, L'UNITÉ CONTRE LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, QUEL QUE SOIT LE GOUVERNEMENT

Dites-le en votant pour ma candidature Faites-vous entendre!

Vous choisirez un travailleur qui vit comme vous.

Et ensemble nous pouvons porter l'espoir qu'un autre monde est possible.